

Pour une action publique ancrée dans les réalités locales

Une autorité favorable au développement?

Gouvernance hybride

Les arrangements de gouvernance hybride sont un mélange d'institutions formelles (institutions « figées sur le parchemin ») et de normes informelles (de facto et ayant des racines locales).

Exemples de gouvernance hybride

Malawi: Les « chefs de villes », dirigeants locaux périurbains, exercent un mélange d'autorité formelle et informelle. Ils ont l'avantage de pallier une carence dans la gouvernance locale en encourageant la cohésion sociale et la stabilité parmi des populations hétérogènes sur le plan ethnique, et en contribuant à la prestation d'un certain nombre de biens publics, dont la justice, l'ordre, et le développement des infrastructures.

Rwanda: Des mesures imaginatives de gouvernance semblent apporter une amélioration à la prestation de services publics locaux. Ainsi, le retour en force de la pratique traditionnelle de l'imihigo (un serment fait par les guerriers à leur roi) sous la forme de contrats de performance entre les élus et le Président contribuerait-il à traduire dans les faits la responsabilité des gouvernements locaux.

Ouganda: Fondées sur d'abondantes ethnographies et monographies, les données historiques indiquent que le pouvoir local était plus efficace, plus responsable et plus attentif à divers moments de l'histoire. Certains éléments portent à croire en effet que la décentralisation démocratique a étouffé les initiatives locales informelles pour imposer des tâches communes essentielles à la prestation de biens publics tels les réseaux d'assainissement.

Étude des dirigeants locaux en Afrique Sub-saharienne

Le programme de recherche sur la gouvernance locale et les dirigeants locaux a pour but de fournir aux gouvernements africains et à leurs bailleurs de fonds des données sur la façon dont les formes hybrides de gouvernance locale peuvent s'avérer efficaces pour réparer les carences en matière de prestation de biens publics vitaux. Les stratégies de développement national et de réduction de la pauvreté nécessitent une prestation efficace de biens publics. Or les méthodes actuelles de politique à suivre quant à la gouvernance locale en Afrique Sub-saharienne ont tendance à négliger le rôle des institutions informelles dans la fourniture de ces services de base. Cette lacune explique en partie pourquoi la prestation des biens publics a été si problématique.

Des formes hybrides d'autorité résultant du mélange d'institutions formelles et informelles se rencontrent au niveau local dans toute l'Afrique Sub-saharienne. Le but de notre démarche est d'identifier et d'étudier les formes particulières de gouvernance hybride susceptibles d'être plus efficaces pour fournir les biens et les services locaux essentiels.

Les recherches portent sur la manière dont divers modes de gouvernance opèrent, leur rapport avec leurs communautés et partenaires respectifs, et leur façon de s'influencer les uns et les autres. Nous en étudierons les implications en matière de légitimité, d'autorité, de responsabilité et de performance.

Des études historiques et des travaux sur le terrain sont menés actuellement dans sept pays: Malawi, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Ouganda.

Des données seront obtenues sur divers modes de gouvernance locale qui produisent les biens locaux suivants :

- Eau potable et assainissement,
- Mesures visant à encourager le commerce et l'entreprise
- Ordre public et sécurité
- Accouchements à moindre risque

Si le financement le permet, nous prévoyons d'augmenter le nombre d'études de cas s'inscrivant dans notre cadre de recherche et dans la logique de nos visées de recherche comparée.

Publié par le **Programme Afrique : pouvoir et politique**, initiative de recherche quinquennale entreprise par un consortium d'organisations en France, au Ghana, au Niger, en Ouganda, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le Programme APPP est financé par l'agence britannique du développement international (DfID) et le programme de développement irlandais Irish Aid. Pour plus de détails, voir www.institutions-africa.org

Pour plus de renseignements, visitez www.institutions-africa.org ou contactez le directeur du Groupe de recherche sur la gouvernance locale et les dirigeants locaux : **Dr Diana Cammack** (cammack@mweb.co.za)